Aïssa Maïga et Adèle Haenel : «Enfin il se passe un truc politique»

Elles se sont levées ensemble aux césars et s'efforcent depuis d'inventer un front commun contre toutes les discriminations. Les actrices Adèle Haenel et Aïssa Maïga retracent pour «Libération» le cheminement d'une prise de conscience générationnelle.

Sandra Onana (Photo Lucie Boiron)

15 min

Aïssa Maïga et Adèle Haenel, jeudi à Paris.
Photo Lucie Boiron pour Libération

Une sorte de symbole. Une grande fresque, en hommage à George Floyd, Noir américain de 46 ans mort le 25 mai lors de son arrestation par un policier blanc, et à Adama Traoré, mort à 24 ans sur le sol de la caserne de Persan (Val-d'Oise) à la suite d'une interpellation en 2016, s'est matérialisée en début de semaine, sur la façade d'un immeuble du Xe arrondissement de Paris. C'est à deux pas que le Comité Adama a organisé une conférence de presse mardi. Des mots, des revendications et l'annonce d'une nouvelle marche pour lutter contre les violences policières. Elle se déroule ce samedi dans la capitale, de la place de la République à celle de l'Opéra. Les organisateurs rêvent de voir une foule immense faire corps. Cette manifestation arrive au cœur d'une période tendue. Une jeunesse exige des réponses et des actes, tandis que de nombreux policiers estiment que le ministre de l'Intérieur laisse tomber ses troupes face à la gronde.

Dans la rue, on retrouvera des associatifs, des politiques et de nombreux quidams. Adèle Haenel et Aïssa Maïga y seront. Pas une première. Elles étaient déjà présentes, le 2 juin, lors du rassemblement devant le tribunal de grande

instance de Paris. Les actrices ne se connaissaient pas vraiment avant la dernière cérémonie des césars, marquée par le discours de l'une et le départ fracassant de l'autre. Depuis, elles ne se quittent plus. Toutes deux décrivent le moment comme un *«tournant».* Les luttes convergent.

A lire aussiViolences policières : le combat d'Assa Traoré relancé

Lorsque l'idée d'un échange croisé est arrivée sur la table afin de mettre des mots sur leurs engagements, elles n'ont pas hésité. Jeudi, dans un rade près de Belleville, Adèle Haenel est arrivée la première, suivie par Aïssa Maïga. Elles ne sont pas de la même génération, les parcours et les chemins sont différents. Les styles aussi. Celle qui s'est levée à l'annonce du prix décerné à Polanski monte et redescend, parle avec son corps. Celle qui, lors de la même cérémonie, a invité à compter les Noirs dans la salle apparaît plus tranquille, reste calée sur sa chaise, parle à voix basse. Adèle Haenel et Aïssa Maïga se complètent.

D'où parlez-vous ?

Adèle Haenel : Je parle depuis mon parcours politique personnel, implanté dans le féminisme, un parcours qui est bouleversé par le mouvement mondial autour des violences policières et par le mouvement français autour du Comité Adama. Je dirais que prendre en charge ma propre histoire m'a donné la capacité de m'occuper d'autres problématiques plus larges, qui ne me touchent pas immédiatement. Je parle d'une espèce de réveil politique. Cette envie aussi de témoigner mon soutien aux familles des victimes, au mouvement politique contre le racisme et les violences policières en France, ainsi qu'aux comédiens qui prennent position. Je pense à Omar Sy, à Camélia Jordana et à toi, Aïssa.

Aïssa Maïga : Ce réveil intersectionnel évoqué par Adèle, c'est un endroit où je me situe depuis longtemps sans forcément avoir été capable de le nommer. Pendant longtemps, la question raciale dans le cinéma était tellement envahissante dans mon parcours qu'elle a cannibalisé tout le reste. J'avais le sentiment que c'était moins difficile d'être une femme, dans un monde qui discrimine pourtant les femmes, que d'être une femme noire. Le travail fait par les afroféministes en France et à l'étranger a mis les mots que je n'avais pas à disposition parce que je n'avais pas cet héritage. Je parle depuis un endroit qui est en mouvement et qui n'est pas fait de certitudes, qui est fait d'interrogations, notamment sur le fait que je peux mettre en œuvre des changements à mon échelle. Et je parle aussi d'un endroit purement citoyen qui est teinté de diverses influences. Je n'ai pas grandi dans une cité, je n'ai pas vécu dans la précarité financière, je viens d'une classe moyenne plutôt intello, ça m'a donné certains

outils, et pour autant je n'ai pas échappé à cette chose très française, un racisme soft, rarement cru mais qui est obsédant… car omniprésent.

Pourquoi vous être engagées aux côtés du Comité Adama ?

A.M. : Parce que ce combat est celui de la justice. C'est Assa Traoré qui est venue à ma rencontre lors de la sortie du livre collectif *Noire n'est pas mon métier.* Je la connaissais de loin, je connaissais son combat, et elle est apparue. Le soutien est devenu une évidence et il prend véritablement corps depuis quelques mois. J'ai tout de suite été impressionnée par cette femme, sa force tranquille, et cette capacité à tisser du lien, à penser son drame familial en termes politiques. Sa voix compte. Ce n'est pas seulement une icône : elle permet l'émergence d'un mouvement.

A.H. : Moi, c'est encore plus récent, il m'a fallu passer par une problématique qui me traversait, qui impliquait mon corps dans une discrimination pour me mêler aux autres injustices. J'écoutais ce que disait Assa Traoré et j'étais frappée par sa détermination et son intelligence. Mais ce n'est que très récemment que j'ai également pris conscience physiquement que je ne pouvais pas ne pas soutenir cette femme et toute la lutte contre les violences policières et le racisme, de la même façon que je prends à bras-le-corps la lutte pour le féminisme et contre les violences sexuelles. Je ne peux pas faire les choses à deux vitesses.

Le 2 juin, plus de 20 000 personnes se sont rassemblées devant le tribunal de grande instance de Paris, à l'appel du Comité Adama. Une affluence inédite, avec beaucoup de jeunes, pourquoi ?

A.M. : Au Comité Adama, ils ont très bien vu l'effet calque entre le drame de George Floyd et le leur. La mort d'Adama Traoré, étouffé sous trois gendarmes, s'est matérialisée sous nos yeux avec les images insoutenables de celle de Floyd. La jeunesse française qui regarde ces images ne peut pas ne pas faire le lien, il est évident. Il y a aussi une forme d'activisme accessible qui se développe via les réseaux sociaux. Les gens qui militent vont impliquer les autres par des phrases simples, accessibles : si tu n'es pas une personne racisée, tu es quand même impliquée, il est de ta responsabilité d'écouter et de prendre part activement, à ton niveau, à la lutte pour l'égalité. Il y a aussi l'idée qu'il faut établir un lien entre les violences policières, le racisme qu'on peut rencontrer dans d'autres espaces sociaux, la question de l'égalité femmes-hommes, celle de l'environnement, de l'urgence aussi de traiter ces problèmes-là maintenant. Et puis une forme d'anxiété aussi chez les jeunes : on leur dit que dans cinquante ans, il n'y aura plus d'eau. Et enfin le sentiment d'injustice, qui est omniprésent et lié à la circulation des images sur les réseaux sociaux. Les

violences policières s'enchaînent les unes après les autres, et cela crée un effet d'accumulation. Ce n'est pas qu'une vision politique dogmatique, mais un réel qui est vécu ou perçu comme réel.

A.H. : Il y a un tournant dans l'efficacité du mouvement aussi. Ce sentiment porté par Assa Traoré que nous sommes puissants. Ce ne sont pas que des idées qui se baladent dans le monde, ce sont des idées qui font advenir le monde. Cela donne un espoir et une responsabilité à toute une génération.

Adèle Haenel à la manifestation du 2 juin devant le palais de justice de Paris. Photo Stéphane Lagoutte. Myop

Lors du discours d'Aïssa aux césars, au cours duquel elle met frontalement la profession face à la quasi-invisibilité des acteurs, cinéastes et producteurs issus des outre-mer, de l'immigration africaine et asiatique dans le cinéma français, vous êtes dans la salle, Adèle. Vous ne vous connaissez pas. Vous comprenez son discours immédiatement ?

A.H. : C'est une évidence, mais ce n'est pas immédiat, il faut un peu de temps pour comprendre l'ampleur de la mécanique raciste quand on n'a pas été soi-même obligé de voir son fonctionnement. J'ai été ramenée à des assignations particulières, mais pas à celle-là. Donc ça met du temps avant de devenir une évidence insupportable. Quand Aïssa prend la parole, c'est courageux parce que la salle est glaciale et ça jette un froid quand même. J'ai trouvé ça drôle et je me suis dit «enfin, il se passe un truc politique».

Vous avez compris toutes les deux que les gens trouvaient ça violent le fait de compter les Noirs dans la salle, et même qu'ils puissent trouver ça paradoxal de fractionner le public ?

A.M. : Compter, ce n'est pas fractionner, c'est mesurer le fossé qui nous sépare de l'égalité. En matière d'inégalités, être aveugle à la couleur, c'est être aveugle aux pesanteurs sociales issues de notre histoire et de l'imaginaire qui en découle. Je me bats pour que l'art et la culture déconstruisent les fictions raciales. Dans notre secteur, le cinéma, on a tendance à croire que, lorsque quelques exceptions apparaissent, le problème des discriminations raciales est réglé. Je ne pense pas que ma présence, celle d'Omar Sy, Ladj Ly ou encore Frédéric Chau, Leïla Bekhti, par exemple, aussi doués soient-ils, exonèrent le cinéma français d'un examen de conscience. Il y a toujours une surreprésentation des personnes perçues comme non blanches dans les rôles à connotation négative - et ce n'est pas moi qui le dis, c'est le CSA, à travers son

baromètre de la diversité. Toujours trop peu d'opportunités pour les plus jeunes, qui déplorent aujourd'hui en 2020 ce que je déplorais lorsque je débutais. Toujours aussi peu de non-Blancs derrière la caméra et quasi personne aux postes de décision. J'ai commencé ce métier quand j'avais 20 ans. J'en ai 45. Une génération, et non pas quelques exceptions, aurait dû monter. Ce n'est pas le cas. Et c'est insupportable en tant que citoyenne, mère et artiste.

Lors de la cérémonie des césars, j'ai volontairement utilisé un symbole inflammable. Si on refuse de mesurer les différences d'accès aux opportunités en matière de discrimination raciale, c'est peut-être qu'on accepte le statu quo. Aujourd'hui, il nous faut des actes tangibles de la part des décideurs et des objectifs chiffrés pour pouvoir mesurer les progrès. Quelques réussites personnelles, aussi éclatantes soient-elles, ne peuvent pas justifier la violence des inégalités de traitement à grande échelle.

A.H. : Le fond de ce qu'Aïssa a dit aux césars est pertinent, il dialogue avec le moment, et le fait d'être choquant a une vertu de réveil. Les critiques qui ont suivi c'est «Je suis d'accord mais»… En fait, ça veut dire que même quand le fond est juste, la forme n'est jamais celle qu'il faudrait. C'est une forme de censure, il y a des gens qui ont le droit de parler et d'autres qui n'ont pas le droit.

A.M. : S'autoriser à exprimer une colère de manière frontale est tabou parce que nous sommes des actrices et que nous sommes supposées préserver le désir que les autres projettent sur nous. Et aussi parce que ça met en exergue le caractère précaire de ce métier : est-ce que tu es capable de dépasser ta peur, exprimer ton opinion, avec le risque de perdre quelque chose ?

A.H. : De mon point de vue, celui d'une femme blanche - pardon de me situer comme ça, mais c'est quand même encore malheureusement une assignation -, je vois que lorsque j'ai parlé de ce qui m'est arrivé personnellement, j'ai reçu beaucoup de soutiens, notamment des gens qui ne sont pas spécialement dans notre camp. Mais dès lors que j'ai pris la parole, politiquement, pour dire que donner le prix à un violeur fuyant la justice était une insulte, tout d'un coup j'outrepassais vraiment ce que j'avais le droit de faire, ce dont je pouvais me mêler…

Vous pensez qu'il y a un «privilège blanc» ?

A.M. : Les mots sont tellement piégeux…

A.H. : Lorsque Virginie Despentes utilise le terme «privilège blanc», c'est un peu cousin du geste d'Aïssa quand elle compte les Noirs dans la salle. Il s'agit de pointer, en convoquant des mots qui devraient être ceux du passé, l'écart entre l'évolution des idéaux universalistes et les faits d'exclusion manifeste à l'œuvre. La provocation pointe cette faille et nous invite à la résorber.

Est-ce qu'il y a un racisme d'Etat ?

A.M. : «D'Etat», je ne sais pas, il faudrait que ça soit inscrit dans les lois pour dire ça. Le bon mot, c'est systémique : ça veut dire qu'il y a quelque chose qui ne permet pas l'égalité réelle, quelque chose dans les règles établies qui permet à un petit nombre de discriminer sans être inquiété. Ce qui pose question, par ailleurs, c'est l'inertie de l'Etat devant la perpétuation des inégalités systémiques.

A vous entendre, nous sommes à un tournant des luttes contre les discriminations raciales, de genre, sociales…

A.M. : Le tournant, je l'ai ressenti en 2018 avec #MeToo, Time's Up, et quand j'ai vu toutes ces femmes d'un horizon si divers *[dans la rue]* après l'élection de Trump. C'était une image que je n'avais jamais vue à l'échelle de ma génération. C'était aux Etats Unis, et pourtant il y a quelque chose qui m'est parvenu à moi en France, parce que je rêvais depuis longtemps de cette convergence. Je ne suis pas là pour défendre une chapelle. Je ne vais pas me satisfaire d'une avancée si les Noirs ont plus de rôles tandis que les Arabes et les Asiatiques ont une situation toujours aussi dégradée dans le cinéma français. La convergence dont je parle n'a pas eu tout à fait lieu au moment de #MeToo, qui est rapidement devenu un mouvement de femmes blanches à mes yeux. Dans le cinéma français, il y a également le mouvement «50-50 pour 2020» *[collectif pour la parité et l'inclusion fondé en 2018, ndlr]* que j'ai vu arriver comme la guérilla qu'on attendait depuis longtemps, pragmatique, rapide, positivement impatiente, très constructive. Le travail accompli en faveur de la parité est colossal. Je regrette en revanche que la diversité soit le programme d'après. Or ça ne peut pas être le programme d'après pour moi, c'est ça l'erreur. J'en ai parlé très ouvertement, et franchement de façon assez détendue avec certaines.

A.H. : Beaucoup plus détendue que moi, d'ailleurs !

A.M. : Et là je me suis dit que les luttes avancent sur différents plans et qu'il va falloir trouver une forme d'alignement. Le combat des droits des femmes ne regarde pas que les femmes, ça regarde les hommes, tout comme le combat

contre le racisme ne concerne pas que les personnes racisées. Et il aura fallu attendre 2020 et le meurtre de George Floyd pour qu'il y ait ces voix, notamment les voix blanches, qui disent : «C'est aussi mon problème.» Y compris en France, où cet éveil des consciences est rendu possible notamment grâce au travail effectué par les familles de victimes des violences policières.

A.H. : Dans mon parcours politique jusqu'à présent, j'avais oublié de comprendre les endroits où je ne suis pas juste dans une situation de dominée. Je suis aussi, en tant que femme blanche non précaire, dans une position dominante sous certains rapports. Comprendre ça, le ressentir, c'est essentiel. Mon agenda politique était centré sur le féminisme, et je ne me rendais pas compte qu'il s'agissait implicitement d'un féminisme blanc, involontairement excluant. Ce que dit Aïssa me semble fondamental : l'agenda qui ordonnerait une cause après l'autre n'est pas envisageable et mène à l'inertie. Ça nous ligue les uns contre les autres dans des problématiques identitaires qui sont stérilisantes, puisqu'elles réitèrent les termes de l'oppression. C'est un enjeu majeur dans l'efficacité des luttes politiques : comment mobiliser sans réitérer la catégorisation contre laquelle nous luttons ? Cela implique de comprendre qu'il y a une articulation profonde entre tous les systèmes de domination et qu'il y a nécessité à défendre ces causes de manière croisée.

Le discours d'Aïssa, le 2 juin, lors de la manifestation initiée par le Comité Adama, appelait à une représentation juste, digne, positive des minorités à l'image. Mais qui peut juger de ce qui est digne, juste ? Est-ce les seules concernées ?

A.H. : Aujourd'hui, en France, les personnages féminins dans les films sont implicitement des femmes blanches : j'ai un champ d'emplois possibles beaucoup plus large que celui proposé à une actrice noire. Mais dans mon champ de femme dite universelle, très souvent, on propose des rôles satellitaires vis-à-vis des personnages masculins. Ces rôles reprennent ce qu'on estime être le naturel féminin blanc, de retenue et de chosification. Ce qui apparaît comme naturel ici est une construction culturelle de l'identité qui se fait justement par les récits. C'est notamment pour cela que l'enjeu politique des représentations au cinéma est majeur.

Aïssa Maïga lors de la manifestation en soutien à Adama Traoré, à Paris le 2 juin. Photo Stéphane lagoutte. Myop

Est-ce un critère pour apprécier ou rejeter une œuvre ? Que fait-on des œuvres existantes réévaluées comme problématiques ?

A.H. : Il faut recontextualiser les œuvres. Elles ne sont pas créées de nulle part, hors du temps. Questionnons-les ! Cela ne veut pas dire qu'on arrête de les regarder, mais qu'on se demande quel est leur substrat politique et ce qu'elles véhiculent. Le questionnement sur les représentations est un signe de vitalité. Et cela ne veut pas dire qu'on n'aurait plus le droit de voir ces œuvres.

A.M. : Avec cette valse de statues de figures esclavagistes aux Etats-Unis ou dans les départements français d'outre-mer en ce moment, le citoyen donne sa réponse. Soit l'œuvre doit être contextualisée, dans un musée ou en lieu et place avec une note explicative historique, soit elle dégage.

Est-ce que ce sont les femmes, plus volontiers que les hommes, qui portent cette convergence des luttes ?

A.M. : Je ressens une nouveauté à l'échelle de nos vies, un tournant majeur dans notre façon de nous percevoir les uns les autres et de nous autoriser à nous hybrider dans ces luttes-là. Concernant la présence massive des femmes du cinéma devant le TGI le 2 juin, je m'interroge. Notamment sur ma propre capacité à tendre des ponts… tout en garantissant la visibilité des luttes contre les discriminations faites aux femmes ou aux personnes racisées. Comment on fait pour garantir que la lutte contre les discriminations, pour l'égalité, l'équité, soit aussi visible que le reste ? Je n'ai aucune certitude sur le comment faire. Mais il faut le faire. Quand, au lendemain des césars, je reçois un SMS d'Adèle alors qu'on ne se connaît pas et qu'elle m'écrit pour dire *«Je t'ai entendue. Je suis là. Rencontrons-nous»,* ça peut être aussi simple que ça.

Pourquoi avoir envoyé ce SMS ?

A.H. : En raison de la solitude dans cette salle. Et du geste courageux de dire ce qu'elle a dit sur scène. On s'était rencontrées le soir même et je n'avais peut-être pas capté sur le moment, j'étais captivée par notre événement à nous… C'est-à-dire ce qui s'était passé à la suite du fait que l'on est, disons…, allées chercher nos manteaux un peu plus tôt aux vestiaires… *(Aïssa Maïga rit)* Et je me suis dit, n'oublions pas le geste construit, l'intentionnalité politique d'Aïssa là-dedans. J'avais envie de me rapprocher de son courage. Aussi, je pense qu'il ne faut pas parler de la masculinité en disant «les hommes», qu'il faut envisager la masculinité comme un champ d'organisation du pouvoir avec ses complexités propres, et ses répercussions intersectionnelles. Je renvoie au livre d'Angela Davis, *Femmes, race et classe,* sur la question de la difficile articulation entre le mouvement des droits civiques aux Etats-Unis et les mouvements féministes blancs émergents où il y avait beaucoup de racisme. Pourquoi ne se pense-t-on pas comme des alliés spontanés et nécessaires entre catégories de

discriminations, raciales, sociales et genrées ? Il faut prendre au sérieux l'histoire de cette division pour la travailler et la dépasser. Comme le fait de manière ultra-intelligente Assa Traoré quand elle dit *«Quelle que soit ta religion, ton orientation sexuelle, d'où que tu viennes, quelle que soit ta couleur de peau».* C'est une invitation à l'autocritique de notre propre mouvement. C'est ma découverte du début de cette année : l'autocritique de mon histoire, en tant que féministe blanche.

Quand vous vous levez pendant les césars, c'est pensé ou impulsif ?

A.H. : Cette récompense était une revendication du droit de faire tout ce que l'on veut à partir du moment où l'on est au sommet de la hiérarchie. C'est-à-dire : les hommes blancs riches qui ne se sentent pas concernés quand on parle de violences. Ce que ça veut dire au-delà de la violence sexuelle, c'est qu'il y a des gens sur lesquels les lois répressives ne s'appliquent pas. C'est comme si la police et les lois ne devaient pas agir contre eux, mais autour d'eux… Et c'est ça qu'on sent à ce moment-là dans la salle. Ce qui s'est passé le soir des césars, c'est une dissolution du statu quo. Maintenant, c'est soit tu restes dans la salle, soit tu ne restes pas dans la salle.

A.M. : Et c'était important d'être là aux césars, parce que j'ai beaucoup lu qu'il fallait boycotter cette soirée, mais pour moi il n'était pas question de s'effacer. Un boycott, ce n'est pas juste rester chez soi derrière sa télévision, ne pas être là sans que personne ne le remarque vraiment. Il était important de dire que la maison du cinéma, c'est aussi la nôtre, notre espace, notre lieu d'expression. On est dans une capacité à prendre la parole et que ça ait la vertu de provoquer la discussion. Quand cette personne gagne ce prix, c'est le moment de la dinde aux marrons où quelqu'un fait l'éloge du grand-père violeur, alors que tout le monde sait. Et tu as le souffle coupé, tu ne peux plus bouger, le temps devient élastique, tout est extrêmement pesant, c'est irréel. Tu entres dans une autre dimension. Et le fait qu'une personne arrive à reprendre possession du temps, redevienne maître de son temps et maître de son corps en se levant et en disant non, ça a remis de l'oxygène, ça nous a réveillés. Avec Adèle on s'est regardé deux-trois fois dans la soirée, on savait qu'on était ensemble. Il y avait un truc de l'ordre de l'expérience physique. On est embarquées ensemble.

On repère les alliés.

A.M. : C'est ça. Et le temps a repris son cours normal quand Adèle, Céline Sciamma et d'autres, dont je faisais partie, se sont levées. C'était un geste politique cohérent dans lequel beaucoup se sont reconnus.

Pensez-vous que vos prises de position politiques, formalisées aux césars, peuvent avoir un impact sur votre carrière ?

A.M. : La question, c'est comment on fait éclater un secret de famille. *Festen* est un de mes films cultes. *(Rires)* Je ne suis pas née au moment des césars 2020, c'est le fruit d'un cheminement personnel et d'un héritage. D'autres avant moi ont pris la parole, par exemple Luc Saint-Eloy et Calixthe Beyala sur les mêmes questions aux césars en l'an 2000. Quand Canal + et les césars m'ont invitée à venir remettre un prix, j'ai dit «oui mais je veux carte blanche». Faire exploser un secret de famille, c'est un mouvement de libération de soi-même, c'est un rendez-vous incontournable avec soi. Choisir d'être du côté du silence, du statu quo et donc des injustices en connaissance de cause, c'est quelque chose dont j'étais proprement incapable. Les conséquences sur son métier, ce n'est pas qu'on s'en fout, mais cracher ce qu'on a à dire est une priorité absolue. La question de savoir ce que ça va coûter derrière est résolue par le sentiment de libérer la parole, de provoquer un débat, d'apporter une pierre de façon générationnelle au combat pour l'égalité, qui par essence, nous concerne tous. J'ai un rendez-vous avec moi autour de 60, 65 ans, l'âge où mes enfants auront à peu près l'âge que j'ai aujourd'hui. Il y a quelque chose de l'ordre de la transmission. Je veux pouvoir me regarder dans une glace. Je ne veux pas me dire que je n'ai pas profité de mon petit privilège d'exception racisée dans le cinéma français au détriment de tous ces jeunes que je rencontre dans la rue, qui ne sont pas blancs et qui me disent avec la peur au ventre «Tu crois que je peux quand même faire ce métier ?»

Et vous Adèle ?

A.H. : Le message qui m'a été envoyé très clairement par un directeur de casting, c'est que je ne travaillerai plus jamais. Visiblement, cette personne était très sûre d'elle, puisqu'elle l'a écrit en capitales d'imprimerie à peu près une douzaine de fois. Que dit-on quand on demande de respecter et de se taire ? On dit «Ne prends pas la parole politiquement car ce n'est pas ton rôle». Mais aussi : «Ne prends pas non plus les devants artistiquement parce que tu es une actrice, tu dois suivre le génie de ton réalisateur». Toute cette structure-là participe de cette culture où l'on ne doit pas s'écouter soi-même mais se soumettre. Je ne sais pas quelles vont être les conséquences sur mon travail. Ce qui est sûr, c'est que je ne le regretterai jamais. On a fait quelque chose ce soir-là qui a libéré la voix de beaucoup de personnes. Cela vaut beaucoup plus que toutes les menaces sur ma carrière, qui de toute manière est toujours fragile, parce que c'est un milieu précaire. Si je respectais totalement les convenances et disais «oui oui il faut séparer l'homme de l'artiste», ça ne m'empêcherait pas de pouvoir être sortie du jeu. C'est aussi inventer sa vie que d'essayer d'ouvrir le futur.

Seriez-vous prêtes à vous engager politiquement, au sens de soutien électoral ?

A.M. : Non, c'est inenvisageable, peut-être au niveau local, et encore j'ai souvent l'impression que l'instrumentalisation n'est jamais très loin… Je ne me sens pas utile dans ce domaine. Et peut-être que le ou la candidate qui pourrait déclencher cette passion en moi n'est pas encore arrivé·e. Bon, à une exception près…

A.H. : Taubira !

A.M. : J'allais le dire !

A.H. : Cette intelligence, cette lucidité, cette vision politique, m'enthousiasment. La question qui se pose, c'est la repolitisation du monde. Aujourd'hui, où la justice politique, portée par une vision de l'humain et du monde en mouvement, est malmenée vis-à-vis de la pseudo-justice mécanique des marchés. Taubira pose que la politique ne consiste pas à gérer des individus mais à les faire advenir. C'est un programme que j'ai envie de suivre.